



Manifeste pour l'eau de Doñana 2023

Plataforma Salvemos Doñana

Sauvons Doñana

Doñana est l'un des endroits les plus spéciaux et uniques au monde. Son classement au patrimoine mondial et toutes les distinctions accordées par les organisations internationales font de ce territoire un joyau naturel unique.

C'est un élément fondamental de notre histoire qui nous rappelle que nous devons coexister avec la nature qui nous entoure tout en respectant la diversité biologique. C'est un monument plein de vie, un symbole de notre identité collective, c'est pourquoi nous devons le préserver dans toute sa singularité, tout comme nous le faisons avec d'autres sites du patrimoine mondial de notre pays tels que l'Alhambra, le Chemin de Saint-Jacques ou El Escorial.

Son extension, 128 000 hectares, ses qualités extraordinaires et ses multiples figures de protection ne l'exonèrent pas des risques et menaces qui accroissent sa vulnérabilité et compromettent sa survie.

Aujourd'hui, Doñana se trouve à nouveau sérieusement menacée par la possibilité que le gouvernement andalou modifie la législation qui ordonne les utilisations agricoles par voie rapide, sans transparence ni participation, pour accorder l'amnistie à toutes les terres irriguées illégales qui ont été créées et qui ont volé de l'eau pendant les dernières décennies.

En outre, entre autres mesures, il comprend une modification de la loi forestière andalouse pour inciter les agriculteurs à faible rentabilité agricole qui ont autrefois converti leurs terres à la sylviculture à essayer de les reconverter en agriculture irriguée, en les déforestant pour pouvoir semer lorsqu'il y a eau.

Le projet de loi est un recueil d'amendements à la réglementation en vigueur qui vise à amnistier les illégalités et à consolider une augmentation illimitée de l'agriculture irriguée intensive, en démantelant ce qui est établi dans le plan de gestion des terres de Doñana, qui a été élaboré dans le plan convenu par toutes les parties intéressées. en 2014 appelé le Plan de la Couronne forestière, qui a constitué une étape consensuelle en établissant un cadre de **gestion qui a donné une sécurité juridique et une viabilité à l'agriculture légale dans les environs du parc national de Doñana.**

Il existe des alternatives pour que cette proposition, soutenue depuis février 2023 par le gouvernement andalou, dévastatrice pour la plus importante zone humide d'Europe, n'aille pas de l'avant, mais il faut une volonté politique.

Nous ne pouvons pas permettre aux fonds européens qui ont déjà été investis depuis de nombreuses années dans la conservation et le développement durable de Doñana, ni permettre le grief comparatif avec les agriculteurs légaux qui seraient énormément affectés par ces changements réglementaires, ni accepter de continuer à maintenir un modèle économique incompatible avec la conservation de notre patrimoine naturel et de notre identité, simplement pour favoriser des activités agricoles non conformes à la loi.

Pour toutes ces raisons, depuis avril 2023, la plateforme Salvemos Doñana s'est réunie pour mettre fin à cette injustice et nous vous invitons, à vous joindre, en tant que lieu citoyen de rejet de la Junta de Andalucía, en continuant à parrainer et à donner une impulsion au projet de loi présenté par les groupes parlementaires PP et VOX et a été admis par le Conseil permanent du Parlement andalou et transmis au Conseil de gouvernement, dans le but qu'il soit approuvé par le Parlement andalou à travers la voie rapide de l'urgence de traitement à raccourcir les délais, éviter la transparence et contourner le processus obligatoire d'information du public.

Nous vous demandons de vous joindre et de vous joindre à nos efforts pour empêcher la légalisation de toutes les fermes qui extraient illégalement de l'eau et encourager la déforestation des fermes de Doñana. Il est urgent que le projet de loi soit définitivement retiré et que le plan spécial de gestion des périmètres irrigués situés au nord de la couronne forestière de Doñana soit strictement respecté. Nous devons exhorter nos institutions et nos représentants à défendre notre joyau naturel pour le présent et pour les générations futures, en soutenant une activité économique légale compatible avec le maintien de ses valeurs exceptionnelles.

Ceci, compte tenu notamment de la situation actuelle très grave à Doñana, exposée par la Station biologique de Doñana, du Conseil supérieur de la recherche scientifique (CSIC), lors de la dernière session plénière du Conseil de participation de la zone naturelle de Doñana, le 10 avril , 2023. Dans son allocution, le directeur de ce centre de recherche a exposé la détérioration générale du système lagunaire de Doñana et la perte de biodiversité associée à ces habitats due, non seulement à l'extension des surfaces cultivées, mais aussi aux changements observés de température et les précipitations chaque année, ainsi que la période persistante de sécheresse, qui s'intensifiera à l'avenir en raison du changement climatique, affectant clairement une diminution de la disponibilité de l'eau.

Le rapport du CSIC est convaincant et montre la fiabilité nulle des arguments et des déclarations avancés dans le projet de loi. Bien sûr, il rapporte avec une grande inquiétude que "l'absence de mise en œuvre du plan de la couronne forestière nous a conduits au point critique insoutenable où Doñana est actuellement localisée" et que ce qui est vraiment urgent, c'est d'ajuster la demande en eau à sa disponibilité, car sinon, en plus de mettre fin à Doñana, les fermes légales auront des problèmes d'irrigation, mettant en péril toute l'activité économique de la région.

Cela a également été corroboré par la Confédération hydrographique du Guadalquivir, qui a réduit les pourcentages de volume d'eau rejetée cette année par rapport à la campagne d'irrigation précédente, avec une diminution de 36% par rapport à l'année dernière, en raison de la très grave sécheresse subie par l'Andalousie , avec des précipitations inférieures de 35% à la moyenne et cinq ans maintenant au cours desquels plus d'eau est rejetée qu'elle n'est collectée.

Les administrations ont l'obligation de protéger le patrimoine et les citoyens la responsabilité de le défendre, ainsi les personnes et les organismes signataires:

- Nous demandons aux groupes parlementaires PP et VOX de retirer leur projet de loi (12-23/PPL-000001) intitulé: "Pour l'amélioration de la gestion des zones agricoles du Comté d' Huelva, dans les limites municipales d'Almonte, Bonares, Lucena del Puerto, Moguer et Rociana del Condado (Huelva).
- Nous exigeons du gouvernement de la Junta de Andalucía qu'il respecte strictement le plan spécial d'aménagement des zones irriguées situées au nord de la couronne forestière de Doñana, également connu sous le nom de "Plan de la Fraise" et "Plan de la Couronne Forestière", et refuse toute modification de celui-ci , puisqu'il a été approuvé avec des critères de consensus social et scientifique et répond à une norme plus élevée. De même, qu'elle établisse définitivement une gestion des eaux souterraines basée sur les mêmes critères que les cultures irriguées avec des eaux de surface dans le marais transformé de la province de Séville, en s'ajustant toujours à la disponibilité de l'eau dans l'aquifère en fonction de la recharge réelle et de son état de conservation.
- Nous demandons au gouvernement de la Junta de Andalucía de ne pas promouvoir ou récompenser la déforestation à Doñana, car cela mettrait en danger l'entrée sur le marché européen de produits légaux produits dans l'environnement de Doñana, obtenus conformément à la réglementation européenne, qui favorise la consommation durable et vise à garantir que seuls des produits légaux et sans déforestation soient consommés en Europe.
- Nous exigeons que le gouvernement espagnol promeuve et encourage les processus de diligence raisonnable en matière d'environnement et de droits humains afin que les entreprises agricoles se conforment à leurs obligations de les respecter, de les protéger et de les promouvoir et garantissent une réparation effective des violations des droits humains et environnementaux qui pourraient être commis , le cas échéant, dérivés des activités exercées par lesdites entreprises dans leurs chaînes d'approvisionnement, protégeant ainsi les entreprises légales qui exécutent leurs processus dans le cadre juridique établi.
- Nous exigeons que le gouvernement central se conforme à l'arrêt de la Cour de justice de l'Europe concernant Doñana, qui a statué en juin 2021 que le Royaume d'Espagne enfreignait le droit communautaire, en particulier la directive-cadre sur l'eau et la directive Habitats. Par conséquent, qu'il garantisse le respect desdites directives, ainsi que des réglementations de l'État en vigueur, chaque fois qu'il effectue un contrôle exhaustif, une surveillance et une sanction, ceux qui pillent l'eau de Doñana, ainsi que la fermeture définitive de tous puits illégaux dans la région de Doñana dans les plus brefs délais, pour lesquels le nombre d'agents dédiés à ce travail doit être augmenté et, de manière préventive, garantir leur sécurité physique dans l'exercice de leurs fonctions.
- Nous demandons au gouvernement espagnol de promouvoir le développement durable et responsable de la région de Doñana et de ratifier les accords de Paris sur le climat pour défendre le bien-être et la qualité de vie des citoyens. À cette fin, nous exhortons le gouvernement espagnol à entreprendre un plan de restauration des systèmes hydriques de Doñana, de ses écosystèmes dégradés (forêts, marais, fleuve Guadiamar, estuaire du Guadalquivir), en incorporant la récupération des eaux de surface des affluents de Doñana dans la planification hydrographique du Guadalquivir, qui évite sa gestion, et assume donc les nombreuses allégations déposées dans la période d'information publique du troisième cycle, concernant les eaux de surface de Doñana.

- Nous demandons au gouvernement espagnol d'analyser et d'évaluer la qualité de l'eau de surface destinée à être utilisée pour l'irrigation des cultures dans le cadre de la proposition de loi, en remplacement des eaux souterraines de l'aquifère, avant d'autoriser son utilisation, étant donné qu'une partie provient du barrage dit d'Alcolea, situé dans une région historiquement polluée par l'activité minière et son utilisation peut être préjudiciable à la santé humaine et aux écosystèmes de Doñana.
- Nous exigeons que les Administrations centrale et andalouse promeuvent les politiques appropriées pour développer une agriculture durable et d'équité sociale dans la région, ce qui est inhérent à toute approche de durabilité; y compris les mesures nécessaires pour reconverter le secteur et promouvoir d'autres secteurs, et intégrer les critères de transition écologique juste que le contexte de changement climatique exige. Et que cela se fasse de manière à ce que ces changements inévitables ne finissent pas par nuire davantage aux couches les plus vulnérables de la population, dans ce territoire déjà marqué par de grandes inégalités sociales, dans lequel tout le monde n'a pas le même niveau de responsabilité pour les dommages causés.
- Nous exigeons que le gouvernement espagnol, au cas où prospérerait la proposition de loi pour l'amélioration de la gestion des zones agricoles du Comté d' Huelva, adopte des mesures urgentes et en fasse appel devant la Cour constitutionnelle ainsi que devant la Cour européenne, empêchant non seulement les dommages environnementaux irréversibles qu'elle générera dans l'espace, mais aussi les amendes millionnaires que l'Union européenne imposera à tous les citoyens espagnols.
- Nous nous engageons à informer les citoyens et les institutions sur les valeurs et la richesse de Doñana afin qu'ensemble nous puissions garantir sa conservation et que notre patrimoine naturel ne soit plus jamais mis en péril.
- Nous nous engageons à dialoguer et à travailler avec tous les groupes économiques, sociaux et de tout type de la région de Doñana, pour faire de Doñana un exemple dans le monde qui allie richesse naturelle, qualité de vie et développement durable et équitable.

Il est temps, une fois de plus, de sauver Doñana.